

Squat de Toulouse : devant l'incurie des pouvoirs publics, le peuple a dû agir



En fin de soirée, ce jeudi 11 février, nous apprenions que les squatteurs de Toulouse avaient quitté, sous les quolibets des riverains, le pavillon de Roland Leutard, sis au 83 avenue de Fronton à Toulouse.

Ce ne fut pas à cause de l'action des policiers de Gérard Darmanin, mais sous la pression d'un collectif de riverains excédé par cette saloperie manifeste.

Déjà en fin de matinée, un groupe spontané de soutien à Roland Leutard composé de gens du voisinage, de jeunes, de mamies, de commerçants, de populistes... avait invité les squatters à sortir sous une haie d'honneur qu'il leur aurait faite. Les autres ayant refusé, la tension avait été vive, mais l'incident évité temporairement.

Depuis plusieurs jours, nous avons partagé l'émotion de nos sympathisants et amis, comme celle de nombreux Français, à cause de la situation terrible, injuste et insupportable où se trouvaient plongés les époux Leutard suite à l'occupation de leur modeste pavillon de banlieue.

Cette nouvelle affaire aura eu au moins l'avantage de mettre en lumière l'incapacité de l'État à faire respecter le droit de propriété – qui est un droit constitutionnel –, et aura échauffé d'autant plus les esprits que d'autres affaires du même type font en ce moment les gros titres des médias et que nous avons eu à en connaître plusieurs autres au cours de l'année précédente.

Les Français que nous représentons ne peuvent envisager sereinement que leurs biens immobiliers, bien souvent acquis au prix de nombreux efforts de toute une vie, puissent être un jour « réquisitionnés » au titre du trop fameux "Droit Au Logement". Ils se sentent donc particulièrement concernés et inquiets. La personnalité de Roland Leutard, son origine populaire, son âge et son désir de vendre sa maison afin de pouvoir rejoindre son épouse en Ehpad, n'ont pu qu'émouvoir et interpeller les honnêtes gens.

La « politisation » de cette affaire par les groupes zadistes et antifas de Toulouse qui organisent les squats en tentant de les institutionnaliser, échauffent très nettement les esprits de gens lassés par la dictature de la racaille ! Et ce d'autant que ceux-ci profitent de la médiatisation de ces affaires pour imposer l'équation : *travailleur + propriété = capitaliste = facho*. On ne comprendrait pas que l'État puisse laisser courir de telles assertions anarchisantes et nihilistes.

Nous avons attiré l'attention du préfet sur cette pitoyable affaire au moment où elle était en passe de déboucher sur des troubles à l'ordre public. La faible présence policière mise en place autour de la maison donnait l'image insoutenable d'une police protégeant des délinquants.

Cette lamentable situation a donc cessé, mais les squatters, qui étaient tout de même une trentaine, s'ils n'ont pas eu l'outrecuidance de dire qu'ils reviendraient, ont déjà annoncé, sur les réseaux sociaux, qu'ils s'apprêtaient à occuper rapidement une autre propriété privée... Pourquoi pas la vôtre ? À noter que, si ce n'est avec la complicité, c'est au moins avec la complaisance de la municipalité que cette affaire aura dégénéré. Car la mairie, en refusant la vente du bien, sans préempter ou proposer une solution équitable, a montré de quel côté son cœur penchait.

En tout cas, cette affaire aura démontré que la population n'a rien à attendre des pseudo-pouvoirs publics et que quand le peuple commence à se bouger, il est très difficile de l'arrêter.

Richard Roudier

Faire un don



Chèques à envoyer à Riposte Laïque, BP 32, 27140 Gisors

Pour virements ponctuels ou mensuels, nous demander notre RIB IBAN à redaction@ripostelaique.com